

Questions orales

L'IMMIGRATION

LE REFUS DU STATUT DE RÉFUGIÉ À M. ABDUL MUSSA DE SOMALIE

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. La ministre est au courant de l'émoi que cause chez le public la décision du service d'immigration canadien de forcer un requérant, le réfugié somalien Abdul Mussa, à retourner dans deux jours en Somalie où il prétend qu'il sera persécuté. Si les parents de M. Mussa en Somalie sont reconnus par Amnesty internationale comme des personnes emprisonnées à cause de leurs convictions, parce qu'on sait que sa tribu y est persécutée et parce qu'il a publiquement manifesté contre le gouvernement, la ministre pourrait-elle nous dire pourquoi le statut de réfugié est refusé à M. Mussa?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, dans cette affaire, l'ordre d'expulsion a été décidé dans le cours normal de l'examen de la demande. Je ne peux rien y faire. Cet homme sera donc obligé de quitter le pays. De là où il ira, il pourra demander à nouveau de venir dans notre pays. Sa nouvelle requête sera alors prise en considération.

ON DEMANDE DE RETARDER L'EXPULSION

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, la ministre pourrait-elle faire retarder son expulsion de façon à ce qu'il puisse aller dans un autre pays que la Somalie, d'où il pourra présenter une demande?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, cette solution peut certainement être envisagée. Je vais y réfléchir.

* * *

LES AÉROPORTS

TORONTO—LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE TROISIÈME AÉROGARE

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre sait que la ville de Mississauga et d'autres dans la région de Toronto le pressent d'augmenter la capacité des aéroports de l'aéroport international de Toronto. Envisage-t-il d'autoriser la construction d'une troisième aérogare? S'il ne prévoit rien dans son propre budget, permettra-t-il à des investisseurs privés de construire une troisième aérogare aux termes d'un entente de cession-bail?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, cette question est actuellement étudiée par les fonctionnaires de Transports Canada. On envisage également d'autres options.

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES OFFRES DES AMÉRICAINS À LA DOMTAR

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question est pour le ministre de l'Expansion industrielle régionale et je lui dirai que, cette fois-ci, c'est une nouvelle question. A cause de son intransigeance et de son arrogance, le ministre de l'Expansion industrielle régionale est peut-être en train de faire un cadeau de 1.2 milliard de dollars aux Américains. Je veux demander au ministre s'il est au courant du fait que, actuellement, la compagnie Domtar se fait courtiser par ses amis américains qui lui promettent une sécurité d'accès aux marchés américains, des taux d'intérêt plus bas, un coût de construction inférieur et surtout des incitatifs alléchants pouvant aller jusqu'à 20 p. 100. Est-ce que le ministre a considéré que la Domtar a l'option d'investir aux États-Unis plutôt qu'au Canada, s'il continue à ne rien comprendre?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, comme le député le sait certainement, cette possibilité a été soulevée par Domtar. Elle nous a exposé le genre d'encouragement qu'on lui propose dans diverses régions ou certains États, aux États-Unis. Franchement, il n'y a aucune raison pour elle de faire cela. Comme je l'ai dit hier, nous serions heureux que cette usine soit construite. J'invite le député à être patient. S'il y a du nouveau, nous le lui ferons savoir. Mais, actuellement, la question est telle que je l'ai exposée hier.

[Français]

LA DOMTAR—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, il n'y a peut-être pas de raison, mais le ministre devrait être au courant du fait que la Great Lakes, la MacMillan Bloedel Limited et Abitibi-Price ont fait des investissements fort importants aux États-Unis au cours des dernières années. On ne voit pas pourquoi la compagnie Domtar ne pourrait pas être intéressée.

Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre: Peut-il nous assurer que jamais son gouvernement ne laissera la Domtar quitter Windsor pour s'en aller aux États-Unis, étant donné que les autorités américaines, elles, offrent des avantages à la compagnie?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je puis garantir au député que, lorsqu'il y aura des faits nouveaux, il sera le premier informé.